

Cacophonie autour d'un abattoir de veaux en Dordogne



. (Photo AFP)

Lecture : 2 minutes

Un abattoir de veaux en Dordogne, ciblé par une vidéo de l'association de défense des animaux L214, s'est vu retirer son agrément et a été suspendu, a annoncé vendredi le ministre de l'agriculture Didier Guillaume sur RTL. Cette décision intervient après plusieurs jours de flottements. L'association de défense des animaux L214 avait demandé le 20 février la fermeture du site, après diffusion d'une nouvelle vidéo montrant selon elle des infractions « multiples ». La préfecture de la Dordogne avait alors assuré que le visionnage des images ne permettait pas d'établir de « non-conformité à la réglementation ». L'association a alors répliqué en diffusant sur son site des e-mails qui auraient été échangés entre des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture concernant l'abattoir. La teneur des e-mails diffusés laisse entendre que le ministère reconnaissait bien des « non-conformités » dans cet abattoir, contrairement à ce que la communication officielle laissait entendre. Interrogé sur le sujet, lors de sa venue au salon de l'agriculture, le ministre a refusé de répondre allant jusqu'à arracher le micro d'un journaliste.

« La brigade nationale vétérinaire s'est rendue sur place car la qualification de non-conformité ne se fait pas sur des vidéos mais sur du concret, a déclaré, ce vendredi sur RTL, le ministre qui avait entre-temps sollicité une enquête sur place. À la lumière des premiers éléments qui me sont remontés hier soir, les deux experts nationaux du ministère mettent en évidence des problèmes de formation des salariés de l'abattoir. »

PUBLICITÉ

Le ministère a également ouvert une enquête interne pour comprendre comment des échanges de mails entre hauts-fonctionnaires sur le sujet ont pu se retrouver entre les mains de l'association L214 mais il n'a fait aucun commentaire sur ces investigations actuellement en cours.